



Entretien avec Alain Bertho : « La colère, la rage et le désespoir d'une génération s'expriment bien avant l'offre d'un engagement confessionnel meurtrier. »

PAR MOULOUD IDIR ET ALFREDO RAMIREZ-VILLAGRA

Cet entretien avec l'anthropologue Alain Bertho¹ fournit des clés de compréhension de ce qui préside à l'engagement djihadiste et permet de penser différemment le débat autour de ce concept idéologique et réducteur de la radicalisation.

Vivre ensemble (VE) : Vos réflexions se sont attardées sur la question de l'émeute. Vous historicisez ce phénomène en lien avec la génération de la mondialisation néolibérale, et vous l'analysez en considérant les enjeux qui lui sont sous-jacents en termes de crise du politique, de la représentation, d'éclipse de tout projet d'utopie... Pouvez-vous élaborer pour notre lectorat?

Alain Bertho (A.B.) : La violence civile collective a sans doute existé de tout temps, mais pas toujours avec la même intensité ni avec la même synchronie géographique. Le monde a connu des séquences de ce type de façon assez régulière, environ tous les demi-siècles : à la fin du XVIII^e siècle avec les révolutions française et américaine, au milieu du XIX^e siècle en Europe avec les révolutions nationales, au début du XX^e siècle marqué par la révolution bolchévique et ses répercussions (en Italie et en Allemagne notamment), dans les années 1960 avec les mobilisations de la jeunesse scolarisée et, dans certains pays (France, Italie), du monde salarié. Ces surgissements de la violence de masse inaugurent, ponctuent et, d'une certaine façon, clôturent la période moderne de la politique comme capacité populaire à gérer l'État, à lui résister ou à le transformer. L'extension géographique va croissante avec des repères politiques communs² d'un pays à un autre, voire d'un continent à l'autre. Chaque séquence, à l'exception de la dernière, joue un rôle fondateur dans la forme de l'État ou de la politique comme activité collective.



Depuis le début du siècle, il semble que nous soyons entrés dans une de ces séquences avec une durée et une extension géographique inédite. Mais elle est peu visible car elle ne dispose pas de ces repères communs que nous avons observés dans les séquences précédentes. Elle est jalonnée de mobilisations d'ampleur internationales subjectivement ou idéologiquement identifiables comme le mouvement altermondialiste, le printemps arabe ou Occupy Wall Street. Mais ces mobilisations s'épuisent les unes après les autres sans que la violence recule.

Ma lecture du phénomène est celle d'une clôture de la politique moderne comme capacité collective à influencer les choix de l'État. La crise de la représentation est une de ses dimensions. Sylvain Lazarus parle de son côté de mise en place d'une figure nouvelle de l'État : l'État « séparé ». J'aime bien cette notion qui dit de façon synthétique que la forme étatique portée par la politique moderne et nommée démocratie n'est plus car il y a eu séparation du *Démos* et du *Cratos*.

Alain Bertho est anthropologue, professeur à l'Université de Paris VIII et directeur de la Maison des sciences de l'homme de Paris Nord.

Or il est clair que l'émergence de cette nouvelle figure étatique est liée à ce qu'on nomme mondialisation, c'est-à-dire une financiarisation mondiale de l'économie gérée par des États nationaux pris dans les filets de la finance. Ces États rendent des comptes aux marchés avant de rendre des comptes à leur peuple. Corrompus (avec des formes nationales diverses de la corruption), ils sont contraints au mensonge et perdent leur légitimité démocratique. La violence collective n'est bien souvent que l'expression d'une rage impuissante face à cette nouvelle situation. Comme les États cherchent bien souvent une légitimité alternative dans la démarche sécuritaire, cette rage populaire peut même être instrumentalisée par l'État en retour pour justifier sa transformation policière.

VE : Dans la typologie que vous établissez en ce qui a trait au phénomène de l'émeute, comment analysez la question de la violence dite djihadiste?

A.B. Cette violence collective investit des situations conflictuelles de plus en plus nombreuses et diverses. Cela concerne des situations contemporaines comme les émeutes dans les quartiers populaires (dits « banlieues ») ou les émeutes liées aux coupures d'électricité (notamment au Sénégal et en Guinée). Cela concerne aussi des situations plus classiques de mobilisation : grèves, mobilisation écologiques...

La façon dont le répertoire d'affrontements se propage, ou régresse, est tout à fait intéressant. Les années 2011-2013 ont été marquées par de grands mouvements d'échelle nationale dont le répertoire d'affrontements n'a pas été absent : Printemps arabe, Indignés en Espagne, Occupy, Printemps érable québécois, mobilisation en Turquie autour de la question de la place Taksim, mobilisation autour des enjeux du Mondial au Brésil, mobilisation ukrainienne... Ces mouvements prennent fin en 2014. Le trend émeutier reprend, notamment en Amérique du Nord.

Or, si on analyse de près les situations à l'origine des affrontements, on constate un changement notable. Depuis trois ans, les questions de l'identité collective prennent le pas sur les mobilisations sociales et revendicatives. Ce qui finit par devenir ma-

goritaire, ce sont les émeutes liées aux élections, aux affrontements communautaires, aux revendications nationales parfois anciennes comme la Palestine ou le kashmir indien. La question de l'unité nationale devient problématique, conflictuelle, voire meurtrière. Le diagnostic porté il y a quelques années par Arjun Appadurai dans son livre *Géographie de la colère* se confirme au-delà de ce qu'on pouvait craindre.

La courbe des attentats telle que nous la propose la base de données de l'Université du Maryland confirme et accentue cette évolution. En Europe (France, Belgique Royaume-Uni...) et en Afrique du Nord (Maroc et Tunisie), le flux des départs vers la Syrie s'accroît à partir de 2014. Tout se passe comme si, dans certains pays, le Jihad proposait une issue subjective à l'impuissance politique collective dont les peuples ont fait la douloureuse expérience, comme si le Jihad donnait un sens à la violence, une perspective à la rage. Comme si la catastrophe était inéluctable.

VE : Vous prenez à rebrousse-poil la notion de radicalisation qui est devenue très prégnante et qui stigmatise surtout certaines populations. Vous avez dit quelque part qu'elle est une catégorie de police avant d'être une catégorie de pensée. Elle ne permettrait pas de comprendre la singularité du phénomène djihadiste, pourquoi?

A.B. : Le phénomène émeutier dans son historicité montre bien que si radicalisation il y a, elle est bien antérieure à la création du dit État islamique. La colère, la rage et le désespoir d'une génération s'expriment bien avant l'offre d'un engagement confessionnel meurtrier. C'est pourquoi, dès 2015, j'ai soutenu qu'il ne s'agissait pas d'une « radicalisation de l'islam » mais d'une « islamisation de la radicalité », thèse reprise ensuite par Olivier Roy. Les émeutes de 2005 en France qui ont touché les quartiers populaires du pays tout entier n'avaient aucune dimension confessionnelle. Mais l'isolement politique dans lequel on a laissé cette jeunesse a sans doute pesé dans le processus de reconversion des années qui ont suivi. Pour toute une jeunesse d'origine coloniale, l'islam est devenu une référence politique, un langage politique commun

face aux discriminations dont elle est l'objet, aux violences policières qu'elle subit et au silence persistant des forces de gauche traditionnelle.

Cette émergence d'un *islam politique* se fait sans appel à la violence, sans mobilisation visible, mais dans une sorte de prise de distance collective vis-à-vis d'une société de plus en plus stigmatisante et de discours politiques de plus en plus consensuellement islamophobes. C'est dans ce contexte que des trajectoires individuelles diverses, des rages plus fortes que d'autres, peuvent conduire au choix du Djihad.

Traiter de la « radicalisation » comme d'un simple phénomène d'endoctrinement sectaire ou ne voir que la dimension doctrinale et religieuse fait passer à côté de l'essentiel du phénomène : un processus de politisation d'une jeunesse dominée et stigmatisée dont l'islam est devenu le langage et dont la violence extrême est une des options possibles, marginale, mais terrifiante.

VE : En vous lisant, l'on comprend aussi que les pouvoirs publics sont très démunis face à cette jeunesse. On ne semble pas véritablement en mesure de la comprendre sociologiquement.

A.B. : Démunis n'est pas le mot que j'utiliserais. La jeunesse dont on parle ici constitue en Europe la troisième, voire la quatrième génération de familles d'origine coloniale. Les grands-parents ont été ouvriers d'usine, les parents ont participé à la mobilisation antiraciste de la Marche pour l'égalité de 1983, la génération actuelle, à 15 ou 16 ans, a participé aux émeutes de 2005. Trois générations de discriminations et de stigmatisation : stigmatisation des immigrés qui devraient « retourner chez eux », stigmatisation des « jeunes de banlieue », stigmatisation de l'islam. La jeunesse a en mémoire et porte sur ses épaules le sort qui a été réservé à ses parents. Elle n'est plus prête à faire des concessions et a épuisé son capital de confiance dans les forces politiques. Elle veut pouvoir parler en son nom, être reconnue pour ce qu'elle est.

L'État français, quel que soit le gouvernement, n'a pas encore abandonné ses réflexes coloniaux fait d'inégalités de traitement, de paternalisme et de répression... et d'interventions militaires (Mali, Centrafrique, Libye, Syrie, Iraq...). C'est cet héritage auquel il faut faire un sort.



VE : À vos yeux, ce que vivent notamment certaines populations racisées est plus que l'expérience d'une exclusion objective. C'est l'expérience collective d'une négation subjective. Pouvez-vous déployer votre réflexion ici?

A.B. : J'ai parlé du silence des forces de gauche traditionnelle. Voilà 35 ans qu'elles minimisent cette discrimination et la violence de l'État et de sa police à l'encontre des jeunes dans ces quartiers populaires. Nous n'entamerons pas une polémique sur le nombre de jeunes hommes morts dans des circonstances impliquant les forces de police durant les deux derniers quinquennats. Ils se comptent par dizaines.

Ne retenons que ceux³ qui ont suscité une forte émotion collective et celles de ces morts violentes qui ont provoqué des émeutes. Parlons de Mushin et Larami, 16 et 15 ans, tués dans une collision avec une voiture de police, le 25 novembre 2007 à Villiers-le-Bel. Parlons de [Mohammed Benmouna](#) mort à 21 ans au cours d'une garde à vue à Firminy le 7 juillet 2009. Parlons de [Hakim Djelassi](#), mort à 31 ans d'un malaise cardiaque dans un fourgon de police à Lille le 26 septembre 2009, de [Wissam El Yammi](#) mort à 30 ans le 2 janvier 2012 après son arrestation à Clermont-Ferrand, de [Lahoucine Ait Oumghar](#) mort à 26 ans lors de son interpellation le 28 mars 2013 à Montigny en Gohelle. Parlons d'Adama Traoré mort le 19 juillet 2016 à 24 ans.

Zyed et Bouna en 2005 sont morts d'avoir fui la police, d'avoir fui un scénario de maltraitance qu'ils connaissaient par cœur, qui fait partie de la vie de cette jeunesse. Comme, avant eux, [Mourad Belmokhtar](#) mort dans sa fuite à 17 ans, le 2 mars 2004 à Saint-Jean-du-Gard, de l'une des 17 balles qui ont été tirées dans sa direction par les gendarmes. Ils ne sont pas les seuls, d'autres ont payé de leur vie cette panique devant le contrôle d'identité aux conséquences parfois incontrôlables :

- [Iliess](#), 16 ans, tué le 28 septembre 2008 à Romans-sur-Isère dans un accident de voiture alors qu'il était poursuivi par la police.
- [Jason](#), 18 ans, mort le 10 juillet 2009 dans un accident de moto lors d'un barrage de police à Louviers.
- [Yakou Sèno](#), 18 ans, tué le 9 août 2009 dans un accident de moto alors qu'il était poursuivi par la police à Bagnolet.
- [Mohamed el-Matari](#), 21 ans, mort le 25 octobre 2009 alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle en moto à Fréjus.
- [Malek Saouchi](#), 19 ans, mort le 20 janvier 2010 à Woippy dans une course en scooter poursuite avec les forces de l'ordre.
- [Jimmy](#), 17 ans, de Sevrans, mort électrocuté le 4 mai 2010 en fuyant la police à la gare du Nord.
- [Luigi](#), 22 ans, père d'une fillette de deux ans, tué le 16 juillet 2010 à Saint-Aignan lors d'une course-poursuite après un contrôle de gendarmerie.
- [Deux enfants tchétchènes](#) morts à l'arrière d'une voiture conduite par des mineurs dans un accident après une poursuite avec la police en octobre 2014 à Haguenau.
- [Elyes](#), 14 ans, mort le 15 février 2015 à Romans-sur-Isère en fuyant la police en voiture.
- [Pierre Elliot](#), 19 ans, mort le 1^{er} juin 2016 en tentant de fuir un contrôle de police à Tourcoing.

Adama Traoré est mort le 19 juillet 2016. Le jeune Théo a été violé le 2 février 2017. « Adama et Théo nous rappellent pourquoi Zyed et Bouna couraient », lit-on aujourd'hui sur les murs et les banderoles.

Traiter de la « radicalisation » comme d'un simple phénomène d'endoctrinement sectaire ou ne voir que la dimension doctrinale et religieuse fait passer à côté de l'essentiel du phénomène : un processus de politisation d'une jeunesse dominée et stigmatisée dont l'islam est devenu le langage et dont la violence extrême est une des options possibles, marginale, mais terrifiante.

L'émotion est forte mais, sauf exception, très locale. La solidarité mobilise des réseaux militants convaincus mais limités. Les pouvoirs se dédouanent en criminalisant les victimes. La gauche partisane détourne le regard. Cette jeunesse a été abandonnée à son sort quand elle n'a pas été instrumentalisée par le discours de la haine et de la peur. Comment avons-nous pu penser que cet abandon et ce rejet seraient sans conséquence? Oui, il y a eu un consensus majoritaire de déni de cette maltraitance institutionnelle et de cette souffrance. Les années n'ont pas amélioré la situation. Et

l'islamophobie galopante permet aujourd'hui de donner une justification rétrospective à ce déni. Les invisibles sont mis en pleine lumière pour être cloués au pilori.

VE : Vous dites quelque part qu'au bout de 25 ans de mondialisation néolibérale, le phénomène émeutier tend à faire en sorte que les gens s'affrontent entre eux. Comment l'illustrer en dehors du cas français?

A.B. : Arjun Appadurai avait déjà pointé ce phénomène dans son livre *The fear of small numbers* (traduit en français : *Géographie de la colère*) paru en 2007. Il l'analysait comme le résultat d'une fragilité identitaire des peuples comme Nations et cette piste de réflexion me semble toujours valable. Les théoriciens du populisme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe ont raison sur un point : la constitution subjective du Peuple est aujourd'hui une question centrale. Or le peuple politique moderne s'est constitué en vis-à-vis de l'État national. Paradoxalement, la délégitimation nationale et populaire des États pris dans la mondialisation fragilise la constitution subjective du « Peuple » comme souverain potentiel. Pire : la recherche d'une légitimité sécuritaire qui désigne un ennemi intérieur tend à aggraver les fractures et tensions au sein de la population. C'est vrai en Côte d'Ivoire, en France, en Afrique du Sud, comme en Birmanie ou aux États-Unis. Nous avons effectivement une montée des affrontements communautaires dans de nombreux pays et sur tous les continents. En Égypte, les coptes étaient partie prenante de la mobilisation de 2011. Ils sont redevenus la cible d'agressions collectives graves. Les « Communal riots » surtout dirigées contre les musulmans se sont multipliées en Inde depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi. Le Cameroun est en proie à des affron-

tements entre francophones et anglophones minoritaires. Les mobilisations des townships sud-africains sont familières des violences xénophobes... Les exemples sont innombrables.

Cette communautarisation des affrontements politiques et sociaux qui prend souvent une coloration confessionnelle va de pair avec une crise profonde du système électoral. Les élections ne sont plus un dispositif capable de recréer de l'unité nationale à partir d'une diversité sociale et culturelle. Elles sont de plus en plus souvent contestées dans la rue avec beaucoup de violence durant la campagne, durant le scrutin et après le scrutin. Les affrontements de type communautaires et les affrontements de type électoraux constituent aujourd'hui la majorité des situations de violence que je relève. Ils tendent à précéder une situation de pure et simple guerre civile.

La situation syrienne est une sorte d'archétype de cette évolution. Comme dans nombre de pays, le soulèvement de 2011 était un soulèvement national. La répression féroce par Bachar El Assad s'est accompagnée d'une politique de division entre les communautés et de libération cynique des djihadistes emprisonnés. Il s'en suit une communautarisation des mobilisations et une confessionnalisation des antagonismes qui ont trouvé leur apogée dans la guerre civile, la création de Daech... et le renforcement militaire de Bachar el Assad.

VE : *Vos réflexions invitent à donner un sens plus porteur à la notion de radicalité dans le contexte actuel. Vous dites que nous n'avons plus de subjectivité collective de l'avenir, et qu'il faut en réfléchir les articulations et les conséquences de cette absence. Qu'est-ce qu'une révolte qui n'a plus ni avenir ni espoir et en quoi cela permet de mieux comprendre la puissance subjective des propositions djihadistes?*

A.B. : « Une autre fin du monde est possible » pouvait-on lire sur les murs de Paris au printemps 2016. La modernité des XIX^e et XX^e siècles a été celle d'une subjectivité historique : le passé expliquait le présent qui lui-même préparait l'avenir. Tout indiquait que cet avenir était plein de promesses : promesses collectives de progrès scientifique, de progrès économique et social, promesses de révolutions mais aussi promesses individuelles d'une vie meilleure, d'une vieillesse tranquille et d'une descendance en ascension sociale. La fin du XX^e siècle a aboli tous ces lendemains chantants. Avec la fin du communisme, c'est la promesse révolutionnaire qui s'effondre, et la crise du travail met à mal les perspectives individuelles et fami-

liales. Ajoutez à cela les menaces qui pèsent maintenant de notoriété publique sur la planète et vous avez tous les ingrédients de l'émergence de millénarismes. L'idéologie de Daech en est un. C'est une mobilisation de « fin du monde ». Pour autant, le djihadisme n'est pas une forme de nihilisme apolitique.

Je voudrais citer ici l'auteur italien Marcello Tari, (Non esiste la rivoluzione infelice. Il comunismo della destituzione, DeriveApprodi, 2017). « *Les révolutionnaires sont les militants du temps de la fin et dans cette temporalité, ils œuvrent pour la réalisation d'un bonheur profane, mais il est nécessaire de garder à l'esprit que l'épuisement des possibilités de ce monde signifie aussi celui de l'action politique qui allait de pair. Une identité politique qui, comme ce monde, a épuisé chacune de ses possibilités ne peut être que déposée, à moins de ne pas vouloir continuer à exister comme un non-mort, comme un zombie. Pour saisir l'impossible, il semble qu'il ne reste alors qu'à modifier cette forme particulière de vie, ce masque, que le militantisme révolutionnaire moderne a été, et dont il ne nous reste en mémoire que des brindilles, des fragments, des ruines. Un événement duquel une ontologie historique reste entièrement à faire. C'est également pour cette raison que l'actuelle relation avec cette identité politique est celle d'un deuil non fait. Il semble que les Kwayas noirs, devenus une présence constante dans toutes les manifestations où quelque chose se passe, soient là précisément pour le rappeler au reste du cortège.* »

Le défi contemporain de la critique radicale du monde est aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux possibles, de sortir du présentisme oppressant, de restaurer l'avenir.

Entretien réalisé par Mouloud Idir, coordonnateur du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi, et Alfredo Ramirez-Villagra, doctorant au Département d'anthropologie de l'Université Laval.

1. Alain Bertho est notamment l'auteur de : *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009 et *Les enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*, Paris, La Découverte, 2016.

2. On pourrait aussi parler d'éléments de subjectivité commune.

3. Cette liste de noms est donnée ici tout en reconnaissant que la situation française est singulière. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la France demeure le pays qui fournit en Europe le plus grand nombre de combattants djihadistes en Syrie.



Ce texte fait partie du webzine *Vivre ensemble* volume 25 numéro 87 automne 2017.

Une publication du Centre justice et foi www.cjf.qc.ca